

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

● (2010)

Mais poursuivons encore un peu le parallèle. Le fils paye de plus en plus cher d'intérêts, ce qui l'empêche de faire tel voyage à l'étranger ou de s'acheter telle voiture neuve. Puis il a de plus en plus de mal à se procurer le nécessaire. Voilà où nous en sommes actuellement. Le niveau très élevé de nos charges d'intérêt bouleverse de fond en comble la destination des ressources fédérales.

Cette année nous allons y consacrer 19 p. 100. C'est presque \$1 sur \$5 des dépenses fédérales—ou \$1 sur \$4 des recettes fédérales—qui devra être consacré aux intérêts. Aux intérêts seulement, et non au remboursement de la dette, dont la taille ne diminuera pas. Voilà où nous en sommes en ce moment. Cet argent, nous ne pouvons pas l'affecter à des emplois plus utiles que le paiement des intérêts, nous ne pouvons pas nous en servir pour réduire le déficit de l'État.

Monsieur le Président, 12 ou 14 milliards, cela fait énormément d'argent. A tel point qu'il est difficile de s'en faire une idée exacte. Mais est-il très difficile de comprendre qu'à cause de ces déficits, nous dépensons aujourd'hui 30 p. 100 de plus que nos recettes? Ce chiffre est inférieur à celui de l'an dernier. Il est très difficile de savoir ce qu'il sera cette année parce que le gouvernement ne nous a pas fourni de chiffres. En tout cas, il est certain qu'il sera de cet ordre de grandeur. Voilà le problème actuel, et tant qu'on n'agira pas, ce problème va continuer de se poser pendant des années. Voilà pourquoi nous hésitons tellement à voter ce bill.

Il y a autre chose à souligner au sujet de ce déficit, c'est que l'État fédéral emprunte beaucoup trop pour ses dépenses de fonctionnement. Il ne s'agit pas là de dépenses en capital, mais de dépenses courantes, de dépenses au jour le jour. Le C.D. Howe Research Institute estime que de 1975 à 1979, l'État fédéral a emprunté \$30 milliards de plus pour ses dépenses courantes. Cela vient s'ajouter au déficit des dépenses en capital. D'après une analyse récente du budget fédéral américain, les recettes courantes de ces dernières années ont financé la totalité des dépenses courantes, plus la moitié des dépenses en capital. Jolie différence entre la situation budgétaire du Canada et celle des États-Unis.

Est-ce là une gestion prudente des finances? Permettez-moi d'illustrer mon exemple de façon bien simple. Ces emprunts que l'on effectue pour couvrir les dépenses courantes équivalent à emprunter à la banque pour payer la nourriture et les autres nécessités fondamentales de la vie. C'est pour cela que nous ne pouvons utiliser la carte Chargex au supermarché ou à la société des alcools, parce que habituellement, cela équivaut à un emprunt. C'est aussi une autre des raisons pour lesquelles le gouvernement ne devrait pas emprunter constamment seulement pour financer ses dépenses courantes.

Le gouverneur de la Banque du Canada a fait deux déclarations récemment qui, je crois, sont très importantes. Il a transmis un message très clair lors de sa comparution devant le Comité sénatorial permanent des finances nationales et dans son rapport annuel de 1979. J'aimerais vous répéter brièvement ce qu'il a dit. Il a insisté sur le fait que la façon dont les véritables variables économiques réagissent aux fluctuations de capitaux dépend de mesures et de programmes économiques sur lesquels la Banque du Canada exerce très peu d'influence. Il a ajouté qu'incontestablement cet accroissement de l'inflation était dû principalement aux efforts déployés par les pou-

voirs publics de la plupart des pays pour accroître leur production et créer plus d'emplois, ce qui est irréconciliable avec le maintien de la stabilité des prix. Il était pourtant facile pour un esprit logique de discréditer cette thèse car elle suppose que l'on peut tromper la population indéfiniment.

Maintenant, ce sont les événements qui se sont chargés de la discréditer. Le gouverneur de la Banque du Canada associe étroitement dépenses gouvernementales excessives et inflation. En outre, il a soutenu comme moi tout à l'heure, que le gouvernement essaie de duper les Canadiens en leur accordant aujourd'hui des mesures tout en leur donnant l'impression qu'elles ne leur coûtent rien. Mais en fin de compte, on finit toujours par payer. En outre, il a signalé que les citoyens ont appris à se méfier lorsque le gouvernement promet de réduire l'inflation car pour ce faire, il faudrait radicalement enrayer cette tendance inflationniste établie depuis longtemps dans les programmes publics, tendance tellement ancrée dans la population qu'il est très très difficile d'arrêter la spirale inflationniste.

Qu'on me permette de passer à ce que le gouverneur de la Banque a dit plus loin dans sa déclaration au sujet de la spirale inflationniste. Il a laissé entendre que le pays avait manifestement besoin d'une bonne direction. Il a dit que la Banque du Canada avait assurément un rôle central à jouer et que justement elle essayait de jouer ce rôle, mais que d'autre part, les gouvernements à tous les paliers avaient eux aussi un rôle important à jouer et que celui du gouvernement fédéral revêtait clairement une importance cruciale. Il importe que ces politiques inflationnistes en matière d'économie—il a clairement qualifié le déficit du gouvernement fédéral d'inflationniste—soient modifiées et remaniées à cet égard.

Je voudrais me reporter brièvement au rapport annuel du gouverneur de la Banque du Canada où il est dit ceci:

Mais si ces importants déficits budgétaires persistent lorsque l'économie ne peut guère accroître sa production, ils ont pour effet de décourager les investissements. Ces effets de freinage se manifestent de diverses manières. Par exemple, les déficits budgétaires utilisent l'épargne qui autrement pourrait être canalisée par les marchés financiers vers le financement d'immobilisations. Le déficit budgétaire peut donc entraver l'accroissement de la productivité et du revenu que rend possible la formation de capital.

Il a fait ressortir que les gouvernements peuvent décourager les investissements dans le secteur privé. Il a également fait valoir plus loin dans son rapport que les investissements peuvent être évincés du secteur privé et poussés vers les marchés internationaux. Mais j'y reviendrai plus tard.

Le gouverneur Bouey a donné un éloquent exemple du lien entre la croissance économique et un taux d'inflation modéré. Il a clairement expliqué que la politique fiscale et le niveau du déficit comptent au moment où il s'agit d'augmenter le financement d'immobilisations productives dans l'économie. Or, il nous faut à tout prix relever ce financement pour éviter les pénuries de production de biens et les goulots d'étranglement dans nos branches de production, deux phénomènes qui seraient à l'origine de pressions considérables. Le message est des plus clair: le gouverneur de la Banque du Canada prévient le gouvernement qu'il lui faudra surveiller de bien plus près ses dépenses et réduire le déficit avant de s'attaquer de façon plus efficace au problème de l'inflation. A mon grand regret, cependant, je dois avouer que le gouvernement nous fait faux bond en ne prenant pas cet engagement. Je l'ai d'ailleurs dit au cours du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône, et je n'hésiterai pas à le répéter.